

Fribourg, le 27 août 2024

### Dépôt de la récolte de signatures concernant les quatre revendications

Monsieur le Président du Conseil d'État,  
Madame la Conseillère d'État,  
Messieurs les Conseillers d'État,

En date du 16 mai 2024, Formation Fribourg et le SSP-Groupe enseignement se sont réunis en Assemblée intersyndicale afin d'évoquer les problématiques et besoins en vue de proposer aux élèves une école de qualité.

Au regard de l'évolution du contexte sociétal, de la multiplication des exigences particulières et de la complexification des métiers de l'enseignement en eux-mêmes, il apparaît clair qu'un tel objectif réclame une reconsidération des dispositifs actuels et la mise en place de nouvelles conditions-cadres, ceci afin de donner aux enseignant·es les moyens de remplir un cahier des charges qui ne cesse de se densifier.

L'Assemblée intersyndicale a été l'occasion de formuler ces conditions-cadres en quatre revendications explicites, et de les soumettre aux professionnel·les de l'enseignement fribourgeois.

Nous vous remettons aujourd'hui les signatures des très nombreux enseignant·es soutenant ces revendications. Ces boîtes de signatures sont l'expression d'une voix collective, celle de milliers d'acteurs et actrices du secteur éducatif fribourgeois qui appellent à un changement, non dans leur propre intérêt, mais dans celui des jeunes générations et futur·es citoyen·nes du canton.

Ces quatre revendications sont des sujets bien connus, discutés à plusieurs reprises et à différents niveaux politiques, en particulier avec la DFAC, la DCEQP et Club formation et éducation du Grand Conseil:

- **Unité de maîtrise de classe** : une attribution des unités de maîtrise de classe adaptée à la réalité et aux besoins de l'école d'aujourd'hui, notamment de ses exigences de gestion et d'administration.
- **Co-enseignement/baisse des effectifs de classe** : une réduction du nombre d'élèves par classe, soit en diminuant les effectifs, soit en mettant en place le co-enseignement. Ce n'est qu'à cette condition qu'une véritable intégration des élèves est possible.
- **Révision du système d'aide** : un changement de paradigme dans la prise en charge des élèves à besoins particuliers et de la classe dans son ensemble. Le système actuel atteint ses limites, et la prise en charge individuelle ne devrait plus être la seule réponse aux besoins spécifiques croissants des élèves et aux attentes de notre société.

- **Éducation numérique (EdNum)** : un groupe de travail, impliquant des enseignant·es désigné·es par les syndicats, doit être créé afin de tenir compte des besoins réels et actuels des écoles dans la mise en œuvre des moyens didactiques, pédagogiques et stratégiques de l'éducation numérique.

Des changements dans le secteur de l'enseignement ne sont possibles que si la réalité des problèmes et des défis existants est reconnue au niveau politique. La DFAC est consciente des préoccupations des syndicats et nous appelons aujourd'hui le Conseil d'État dans son ensemble à en prendre la pleine mesure. Nous attendons des ouvertures de négociations et ce, dès cette rentrée scolaire. Il est par ailleurs crucial que les discussions soient accompagnées d'un calendrier précis et d'engagements concrets.

Nous sommes prêts à travailler de manière constructive et transparente avec les autorités pour que ces revendications légitimes se matérialisent en réalités tangibles. Ces étapes sont indispensables pour établir le cadre nécessaire et maintenir un rapport de confiance entre l'État-employeur et ses enseignant·es.

En vous remerciant de l'attention portée à la présente, nous vous prions de croire, Monsieur le Président du Conseil d'État, Madame la Conseillère d'État, Messieurs les Conseillers d'État, à l'assurance de nos considérations.

Au nom de Formation Fribourg et du SSP-Groupe Enseignement

Raphaëlle Giossi  
Co-présidente de  
Formation Fribourg

Vanessa Luginbühl  
Co-présidente de  
Formation Fribourg

Lionel Roche  
Secrétaire syndical  
SSP région Fribourg